

2008-2009 : sept trimestres de crise en Bourgogne

Durant la crise, du deuxième trimestre 2008 au quatrième trimestre 2009, la Bourgogne perd plus de 20 000 emplois salariés du secteur privé hors agriculture. La crise frappe d'abord le secteur industriel, qui supprime des emplois d'intérimaires pour ajuster ses capacités de production. Le recours au chômage partiel et la réduction des emplois stables interviennent aussi. Les autres secteurs réduisent leur emploi à partir de mi-2008 et le paroxysme de la crise est atteint début 2009. La Bourgogne résiste moins bien qu'au plan national, son économie étant davantage orientée vers les secteurs les plus exposés à la crise. Le taux de chômage augmente fortement, la demande d'emploi s'accroît, notamment pour les hommes.

En Bourgogne, au premier trimestre 2008, les signes de ralentissement déjà observés fin 2007 se confirment. Les anticipations des entrepreneurs des secteurs présents dans la région sont teintées de pessimisme, les exportations marquent le pas et l'emploi se stabilise. Au second trimestre 2008, la conjoncture régionale continue de se dégrader et comme pour l'ensemble de la France, l'emploi salarié privé de la région diminue, après deux années de hausse quasi ininterrompue.

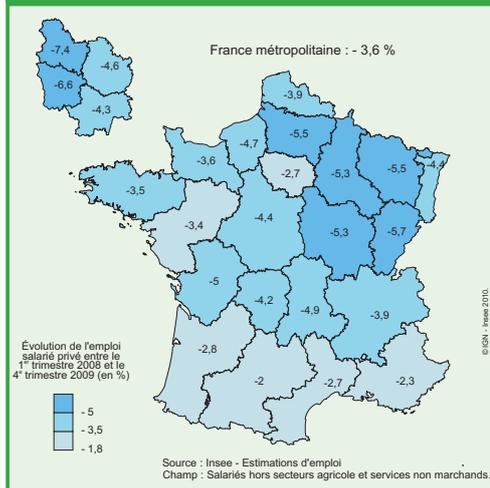
Durant la « crise » qui couvre la période allant du deuxième trimestre 2008 au quatrième trimestre 2009 inclus, soit sept trimestres, la Bourgogne perd plus de 20 000 emplois sala-

riés dans le secteur privé hors agriculture. Ce repli de 5,3 % de l'emploi salarié est plus marqué qu'au niveau national, où il atteint 3,6 %. Le paroxysme de la crise est atteint début 2009 avec une baisse de 1,4 % des effectifs salariés de la région au cours du premier trimestre.

Intérim et industrie d'abord

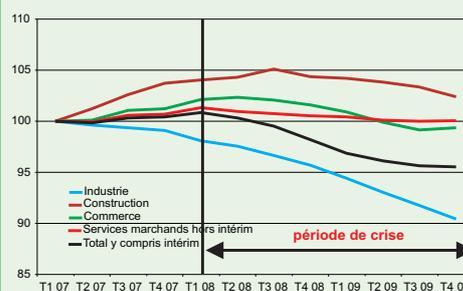
Des établissements emblématiques de la région ferment leurs portes ou réduisent leurs effectifs. A Auxerre, le constructeur de semi-remorques Fruehauf supprime 180 emplois. Neltec, fabricant de composants électroniques, ferme son usine de Mirebeau-sur-Bèze et supprime 60 emplois.

Plus forte baisse de l'emploi dans les régions de l'est

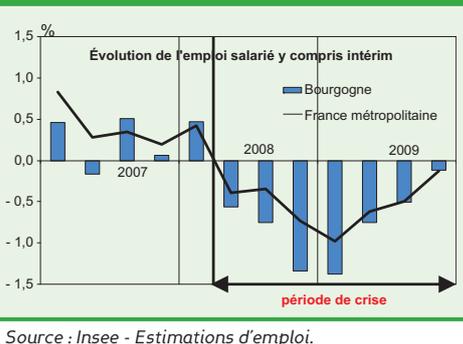


L'emploi industriel ne cesse de se contracter

Évolution de l'emploi salarié bourguignon par secteur - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2007



Diminution de l'emploi plus forte en Bourgogne qu'en France



Dans la Nièvre, Arcelor Mittal réduit ses effectifs à Imphy. Henkel, groupe industriel allemand de la chimie, ferme son site de production à Cosne-sur-Loire, qui emploie près de 170 personnes. Allia, le fabricant de céramique sanitaire, confronté à la baisse des permis de construire, réduit d'une centaine les emplois de son unité de production de Digoin. La société Gardy, appartenant au groupe Schneider Electric, supprime une centaine de postes sur son site de Champforgeuil. La liste des plans de restructuration est longue.

La crise frappe surtout l'industrie bourguignonne et d'abord le travail intérimaire, dont plus de la moitié des contrats

se situent dans l'industrie, et qui joue à plein son rôle d'ajustement de l'emploi à l'activité. Là aussi, les annonces d'arrêts des contrats intérimaires sont nombreuses : FTP - Powertrain Technologies à Bourbon-Lancy, Rhodia à Clamecy, Arcelor Mittal à Imphy, Fruehauf à Auxerre. Le nombre d'emplois dans l'intérim se contracte une première fois de 7 % au cours du deuxième trimestre 2008 puis ne cesse de se réduire jusqu'au premier trimestre 2009, où la baisse atteint 22 %, au moment où le repli d'activité est le plus fort. Ensuite, à la faveur d'une meilleure conjoncture, les effectifs intérimaires se réorientent à la hausse. Au total, sur la période d'étude, les effectifs intérimaires chutent de 7 300 emplois, soit 37 % contre 27 % en France métropolitaine.

L'industrie supprime 8 700 emplois, soit 7,8 % de ses effectifs permanents, contre 6,8 % au plan national. Depuis une décennie, les effectifs industriels bourguignons ne cessent de diminuer mais, à l'occasion de la crise, cette tendance s'accroît.

D'autres secteurs aussi en crise

La crise se propage ensuite aux autres secteurs. Le commerce contracte ses effectifs à partir du milieu de l'année 2008

et perd au total 2 000 emplois soit une réduction de 2,7 %, plus marquée qu'au niveau national (- 2 %). Les effectifs se stabilisent au quatrième trimestre 2009. C'est la première fois, depuis la crise de 1992-1993, que ce secteur enregistre une telle baisse d'effectifs.

Fin 2008, c'est au tour de la construction de perdre des emplois salariés après une forte croissance entre 2003 et 2007. Cette baisse de l'emploi s'accroît fin 2009 et au total 600 emplois sont supprimés pendant cette période de crise.

L'emploi des services marchands hors intérim diminue de 1,3 % en Bourgogne, soit 2 000 emplois de moins, c'est davantage qu'en moyenne nationale (- 0,8 %). L'immobilier est particulièrement touché avec une baisse de 10,3 % de ses effectifs salariés.

L'activité partielle : l'autre amortisseur

Pour faire face à la récession, les entreprises recourent aussi à l'activité partielle. Ce dispositif s'assouplit en novembre 2008, pour aider les entrepreneurs à mieux gérer leur baisse d'activité. De fin 2008 à mi-2009, le nombre d'heures de chômage partiel autorisé par le Ministère du Travail augmente graduellement, pour atteindre un pic de 1 027 000 heures en juin 2009. Ensuite, en dépit de la relative amélioration de la situation économique, le volume de chômage partiel reste élevé, 842 000 heures par mois en moyenne sur la période juillet-décembre 2009, hors mois d'août, souvent mois de fermeture annuelle. Désireuses de restaurer leur productivité, les entreprises reconstituent leurs stocks sans pour autant accroître leur capacité de production.

Des secteurs fragiles très présents en Bourgogne

La Bourgogne fait partie du groupe des régions les plus exposées à la crise. Cela s'explique en partie par la plus forte présence du secteur industriel et de l'intérim. Début 2008, en Bourgogne, l'industrie représente 28 % des emplois salariés privés contre 22 % pour la France, et l'intérim 5 % contre 4 % pour la France. Ce constat vaut pour les régions du nord-est de la France qui ont perdu plus de 5 % de leurs emplois pendant la crise comme la Franche-Comté, la Champagne-Ardenne, la Lorraine ou la Picardie.

Cependant le poids de l'industrie n'explique pas tout. D'autres régions, comme les Pays de la Loire ou la Basse-Normandie, où le

Des baisses d'emploi salarié très marquées dans l'industrie, l'intérim, l'immobilier

Secteurs d'activité	Bourgogne		France métropolitaine
	Effectifs estimés au 31 mars 2008	Évolution T4 09/T1 08	Évolution T4 09/T1 08
Industrie	111 300	- 7,8	- 6,8
<i>Dont : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac</i>	15 900	- 3,3	- 2,5
<i>énergie, raffinage, industries extractives, eau, gestion des déchets, dépollution</i>	8 300	+ 2,0	+ 0,9
<i>fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines</i>	18 300	- 8,2	- 8,0
<i>fabrication de matériel de transport</i>	6 900	- 7,8	- 7,3
<i>fabrication d'autres produits industriels</i>	61 900	- 10,3	- 9,5
Construction	37 900	- 1,6	- 3,4
Commerce	78 100	- 2,7	- 2,0
Services marchands hors intérim	143 400	- 1,3	- 0,8
<i>Dont : transports</i>	34 100	- 1,8	- 2,2
<i>hébergement-restauration</i>	19 200	- 1,4	- 0,5
<i>information et communication</i>	6 300	- 3,3	- 3,3
<i>activités financières-assurances</i>	13 800	- 1,8	+ 1,0
<i>activités immobilières</i>	4 500	- 10,3	- 11,5
<i>activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien*</i>	34 000	+ 2,4	- 0,3
<i>autres activités de services**</i>	31 500	- 2,7	+ 1,6
Intérim	20 000	- 36,7	- 26,8
Ensemble	390 600	- 5,3	- 3,6

Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands. * Principalement des services aux entreprises. Source : Insee - Estimations d'emploi. ** Principalement des services aux particuliers.

poinds de l'industrie et de l'intérim est proche de celui de la Bourgogne, n'ont pas ressenti aussi fortement les effets de la crise. En effet, la nature même des activités industrielles intervient.

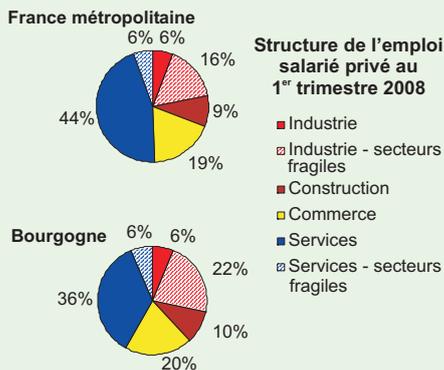
Pendant la crise, trois activités industrielles sont identifiées comme des activités vulnérables au plan national : fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines, fabrication de matériels de transport, ainsi que fabrication d'autres produits industriels.

Ces activités sont davantage présentes en Bourgogne, où elles représentent 22 % de l'emploi salarié, contre 16 % pour l'ensemble de la France. De plus, elles ont davantage réduit leurs effectifs en Bourgogne : 9,6 % contre 8,7 %. C'est particulièrement le cas dans la fabrication d'autres produits industriels, qui inclut notamment les industries chimiques, pharmaceutiques, métallurgiques et du caoutchouc-plastiques et qui emploient 56 % des salariés industriels contre 48 % au plan national.

Partout, hausse du taux de chômage

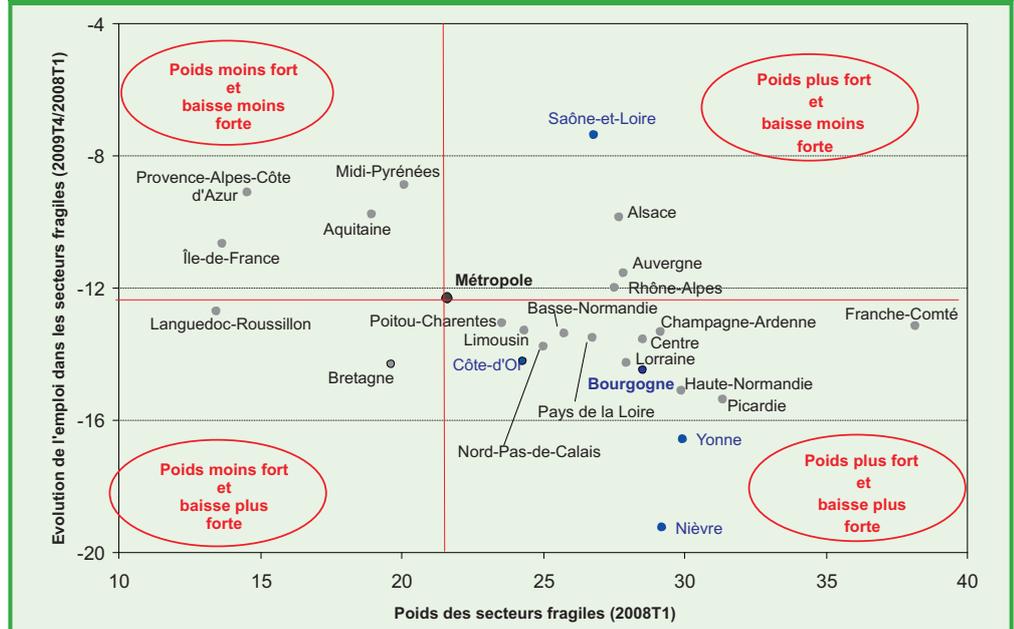
Dans ce contexte difficile, le chômage augmente de manière importante. Au quatrième trimestre 2009, le taux de chômage régional atteint 8,8 % de la population active, soit un accroissement de 2,5 points depuis le début de la crise (+ 2,4 points pour la France métropolitaine). Il augmente surtout entre le quatrième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, au plus fort de la récession, puis connaît une accalmie durant l'été, avant de repartir à la hausse fin 2009.

Davantage de secteurs fragiles en Bourgogne



Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands.
Source : Insee - Estimations d'emploi.

Réduction des effectifs des secteurs fragiles plus importante en Bourgogne



Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands. Source : Insee - Estimations d'emploi.

Note de lecture :

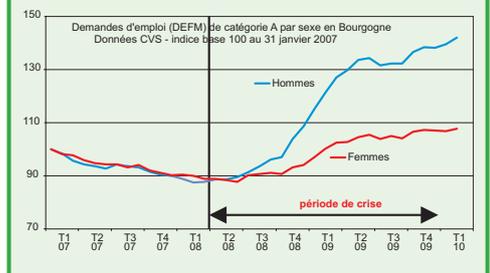
En Bourgogne, les secteurs fragiles représentent 28,6 % de l'emploi. Ils ont perdu 14,5 % de leurs effectifs entre le début 2008 et la fin 2009. Les secteurs fragiles sont ceux qui contribuent le plus à la baisse de l'emploi pendant la période de crise au plan national. Il s'agit de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines ; la fabrication de matériels de transport ; la fabrication d'autres produits industriels ; les activités immobilières ainsi que l'emploi intérimaire.

Après plusieurs années de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A bondit de 37 % durant la crise (+ 33 % au plan national), pour atteindre 62 000 demandeurs fin 2009. Dès la fin du deuxième trimestre 2008, la demande d'emploi s'oriente à la hausse avec ensuite une accélération entre le quatrième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009. La demande d'emploi masculine augmente davantage que celle des femmes (+ 57 % contre + 20 %) et conserve une pente nettement ascendante en fin d'année 2009. Le repli de l'intérim, puis les réductions d'effectifs qui se prolongent fin 2009 dans l'industrie et la construction, affectent un emploi essentiellement masculin.

Les jeunes plus exposés

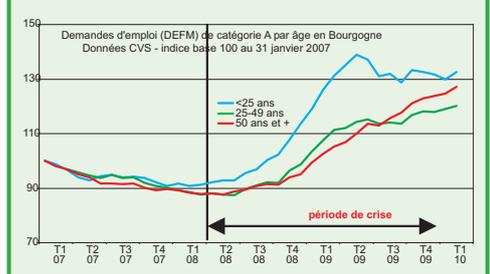
La demande d'emploi des moins de 25 ans s'accroît de 44 %. Elle évolue inversement au nombre d'emplois intérimaires, emplois qu'ils occupent souvent. Ainsi, à partir de septembre 2008, le chômage des jeunes s'amplifie. Puis, entre juin et septembre 2009, il se réoriente à la baisse, lorsque le regain d'activité est à nouveau propice au travail temporaire et aussi parce que certains jeunes choisissent de poursuivre leurs études. La demande d'emploi des plus de 25 ans ne cesse d'augmenter durant toute la période. Pour les seniors, la possibilité de cumuler retraite et salaire à compter du

Hausse de la demande d'emploi plus forte pour les hommes ...



Source : Pôle Emploi - DIRECCTE Bourgogne.

... et pour les jeunes



Source : Pôle Emploi - DIRECCTE Bourgogne.

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est à dire de 78 heures ou moins au cours du mois).
catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est à dire de plus de 78 heures au cours du mois).

1^{er} janvier 2009 et la suppression progressive des mesures accordées aux chômeurs âgés (dispense de recherche d'emploi, préretraite) les encouragent à maintenir leur inscription à Pôle Emploi. Mais ils trouvent difficilement un travail, les entreprises privilégiant l'embauche de jeunes mieux formés, plus adaptables et moins rémunérés.

Après une période de baisse ininterrompue, la demande d'emploi de longue durée (de plus d'un an) s'accroît fortement à partir de novembre 2008 (+ 37 % entre novembre 2008 et décembre 2009 pour les catégories A, B et C), surtout pour les anciennetés comprises entre 1 et 2 ans, en lien avec la crise.

Une reprise sans tons

Signe que les entreprises réajustent à la hausse leurs capacités de production, la reprise de l'emploi intérimaire est amorcée depuis le second trimestre 2009. Mais la relance de l'intérim est moins vive en Bourgogne que dans les autres régions industrielles du nord-est (Franche-Comté, Lorraine et Champagne-Ardenne). Le niveau des emplois stables remonte dans les services non marchands et le commerce, l'industrie continue de perdre des emplois, comme au plan national. Pour la Bourgogne, c'est 20 000 emplois, dont plus de la moitié dans l'industrie, qu'il faudra regagner pour retrouver le niveau d'emploi salarié privé d'avant la crise, début 2008. Cela dépend fortement de la capacité des secteurs du commerce et des services à créer des emplois, la structure sectorielle des emplois salariés privés évoluant, avec toujours plus d'emplois dans le tertiaire.

Lors de la précédente récession économique qui remonte à 1992-1993, la région n'avait retrouvé son niveau d'emploi d'avant-crise qu'en 1995, grâce au dynamisme des services.

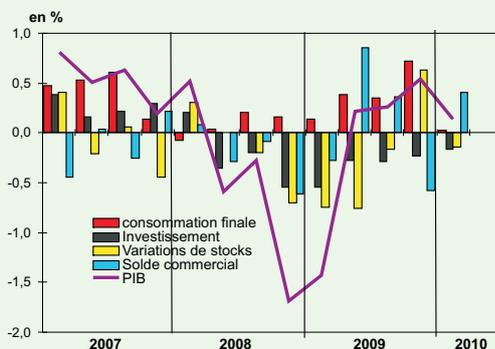
■ Mélanie Bouriez et Christine Lecrenais

Contexte national

Le paroxysme de la crise est atteint au quatrième trimestre 2008, après trois trimestres consécutifs de baisse. La sortie de récession se profile au second trimestre 2009 mais des effets négatifs sont toujours à l'œuvre sur le marché du travail.

Dès le début de l'année 2008, les premiers signes de dégradation de l'activité économique sont perceptibles. Comme la plupart des pays de la zone euro, le Royaume-Uni et le Japon, la France entre en récession au troisième trimestre 2008 par une diminution du PIB de 0,3 % après une baisse de 0,6 % au trimestre précédent. Au second trimestre 2008, en France, la consommation finale est atone, l'investissement des entreprises et les exportations se replient. Aux troisième et quatrième trimestres 2008 ainsi qu'au premier trimestre 2009, la consommation finale est le seul moteur positif, la variation de stocks est négative, le repli du solde commercial et de l'investissement des entreprises s'accroît. Les plans de relance mis en œuvre au cours de l'année 2009 portent leurs fruits et dès le deuxième trimestre 2009, la consommation finale repart à la hausse et le solde commercial redevient positif, sauf au quatrième trimestre. En 2009, l'investissement des entreprises reste en fort recul, les capacités de production étant encore sous-utilisées. La variation des stocks est à nouveau positive au quatrième trimestre 2009.

Le PIB et ses composantes



variation trimestrielle T/T-1 (en %) - données CVS-CJO.
Source : Insee - Comptes nationaux.

Insee - Bourgogne
2, rue Hoche - BP 83509
21035 Dijon Cedex
Tél : 03 80 40 67 67
Fax : 03 80 40 68 00
Service Insee Contact :
09 72 72 40 00
Appels à tarification locale

Directeur de la publication :
Moïse Mayo

Chef du Service Études et Diffusion :
Robert Morel-Chevillet

Rédactrice en chef :
Christine Charton

Maquette PAO :
Thierry Poisse

Cartographie :
Christophe Clémence

Impression :
AZ Média Marsannay-la Côte (21)

Dépôt légal :
à parution
ISSN 1246-483 X
© Insee 2010

Sources

Les estimations d'emploi annuelles localisées désignent une synthèse de données issues de plusieurs sources, permettant une couverture exhaustive de l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes physiques (et non en nombre de postes de travail), et une ventilation à un niveau sectoriel et géographique assez fin (dispositif Estel).

Les estimations trimestrielles localisées portent sur l'emploi salarié des secteurs marchands et se basent sur une exploitation des données des Urssaf. Il s'agit de la partie de l'emploi la plus sensible aux variations conjoncturelles (dispositif Epure 2).

POUR EN SAVOIR PLUS

- Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions - Insee Première n°1295 - mai 2010.
- Crise économique : 12 mois qui ont durement éprouvé le tissu socio-économique régional - Hors série - DRTEFP BOURGOGNE - octobre 2009.

Les départements face à la crise 2008-2009 : des points communs et des divergences

Les quatre départements bourguignons doivent faire face dès le deuxième trimestre 2008 au ralentissement de l'activité économique qui se prolonge ensuite en 2009.

Dès le début 2008, l'intérim diminue dans les quatre départements de la région, les baisses les plus fortes étant observées dans l'Yonne et la Nièvre. Ensuite, l'emploi intérimaire reprend, très nettement dès le deuxième trimestre 2009 dans l'Yonne et la Nièvre, plus modérément et seulement au quatrième trimestre 2009 en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire.

L'Yonne et la Nièvre davantage exposées

Les effectifs de l'industrie se réduisent pendant toute la période de crise, les plus forts replis se situant dans l'Yonne et la Nièvre. Les activités les plus touchées sont la fabrication d'autres produits industriels et la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines. Les pertes d'emplois sont aussi marquées dans la fabrication de matériel de transport, excepté en Saône-et-Loire, ainsi que dans les industries agroalimentaires de l'Yonne et de la Côte-d'Or.

La Saône-et-Loire est le seul département bourguignon à gagner des effectifs dans

la construction, grâce à trois premiers trimestres de 2009 où l'activité se maintient. Dans les trois autres départements, l'emploi de ce secteur ne cesse de baisser de la fin de l'année 2008 à la fin de l'année 2009.

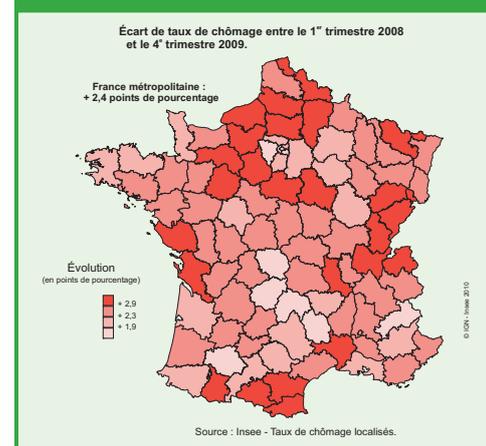
Les effectifs du commerce diminuent partout durant la crise, dès le troisième trimestre 2008 en Côte-d'Or, en Saône-et-Loire et dans l'Yonne, seulement à partir du premier trimestre 2009 dans la Nièvre. Fin 2009, ils ne se réorientent à la hausse qu'en Saône-et-Loire et dans l'Yonne.

C'est dans l'Yonne et en Saône-et-Loire que les services marchands perdent le plus d'emplois, résultat d'un très mauvais trimestre en début de crise (- 3,9 % au deuxième trimestre 2008 dans l'Yonne, - 1,7 % au troisième trimestre 2008 en Saône-et-Loire) et une tendance encore légèrement baissière fin 2009.

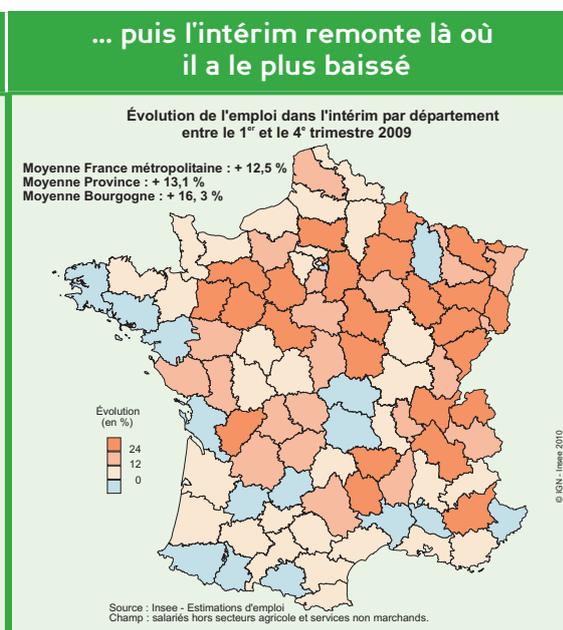
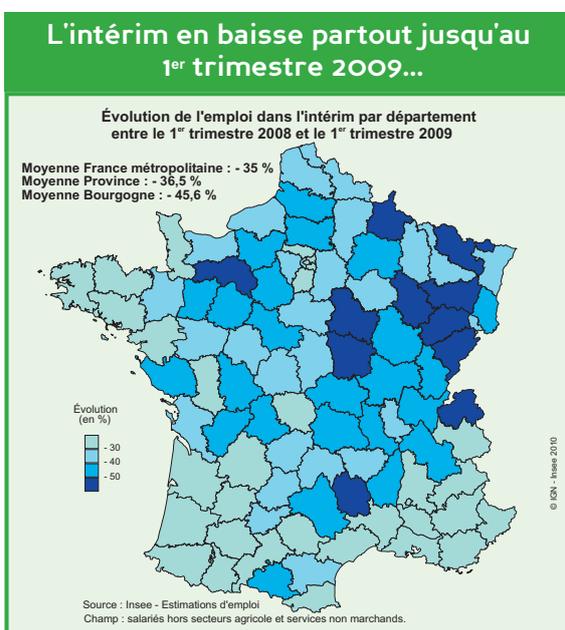
Aggravation du chômage dans les quatre départements

Le taux de chômage localisé est en hausse partout, mais l'augmentation est plus forte dans l'Yonne que dans les trois autres départements (+ 3 points).

Le taux de chômage localisé augmente partout



La demande d'emploi augmente partout, à des degrés différents selon le dynamisme démographique des départements. Elle augmente un peu moins dans la Nièvre, département où le nombre d'habitants diminue : + 28 % contre + 39 % dans le reste de la région. C'est en Côte-d'Or, département jeune, que la demande d'emploi des moins de 25 ans s'amplifie le plus (+ 49 %) et en Saône-et-Loire que la demande d'emplois des seniors progresse le plus. Dans l'Yonne c'est la demande d'emploi de longue durée qui s'accroît le plus (+ 51 %).



Côte-d'Or : le commerce affecté par la crise

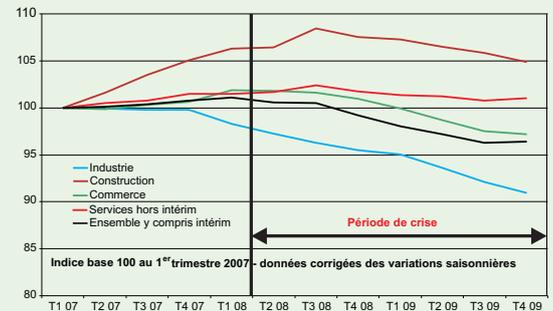
La Côte-d'Or perd 6 300 emplois pendant la crise (- 4,6 %). L'emploi se stabilise au quatrième trimestre 2009. La baisse d'activité entraîne un net repli du travail intérimaire jusqu'au troisième trimestre 2009 inclus, avec une forte baisse au premier trimestre 2009. L'intérim reprend ensuite au quatrième trimestre 2009. Au total, il perd 2 200 emplois (- 35 %). L'industrie réduit ses effectifs régulièrement avec toutefois une accélération à partir du deuxième trimestre 2009. Près de 2 500 emplois sont perdus (- 7,5 %). Les plus fortes baisses ont lieu dans la fabrication d'autres produits industriels (- 1 600 emplois), la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines (- 500) et celle de matériel de transport (- 250).

L'emploi dans la construction fléchit à partir du quatrième trimestre 2008 ; sur la période de crise, ce secteur perd 200 emplois (1,4 %).

La Côte-d'Or est le département de la région qui perd le plus d'emplois salariés dans le commerce avec une baisse de 4,6 %, soit 1 200 emplois supprimés. Les effectifs se réduisent depuis le troisième trimestre 2008.

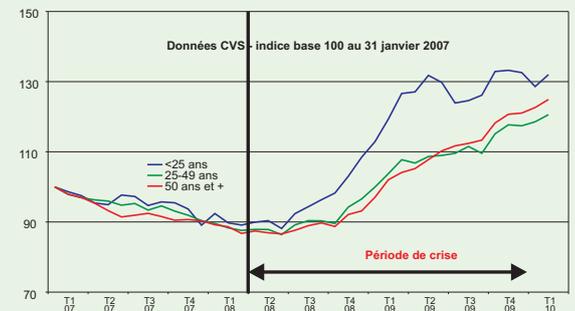
Dans les services marchands, les effectifs diminuent de 0,4 % ; ils reculent entre le quatrième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009 puis remontent légèrement ensuite. La Côte-d'Or est le seul département à perdre des emplois dans l'hébergement-restauration (- 250), mais également le seul à maintenir ses effectifs dans les activités financières et d'assurances.

Évolution de l'emploi salarié en Côte-d'Or



Source : Insee - Estimations d'emploi.

Demandes d'emploi (DEFM) de catégorie A par âge en Côte-d'Or



Source : Pôle Emploi - DIRECCTE Bourgogne.

Nièvre : forte baisse de l'emploi industriel

Dans la Nièvre, l'emploi salarié privé baisse de 6,6 % durant la période de crise, soit 3 000 emplois de moins. Les effectifs nivernais fléchissent à partir du troisième trimestre 2008, avec un recul maximal au premier trimestre 2009 ; puis ils se stabilisent à partir du troisième trimestre 2009.

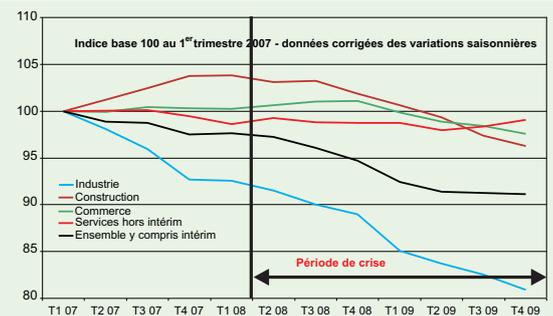
La Nièvre affiche la plus importante chute d'emploi intérimaire de la région, entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009 (- 55 %), mais également la reprise la plus marquée dans ce secteur entre le premier trimestre et le quatrième trimestre 2009 (+ 35 %). Au total, la Nièvre perd 900 emplois intérimaires (- 39 %) sur la période de crise.

C'est dans ce département que la crise industrielle est la plus marquée : 1 600 emplois sont détruits (- 13 %). Les effectifs se réduisent durant toute la période, surtout au premier trimestre 2009. La quasi-totalité des secteurs est touchée, notamment la fabrication d'autres produits industriels, qui perd 1 000 emplois et les industries d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines, qui perdent 450 emplois.

Dans la construction aussi, l'emploi se réduit davantage que dans les autres départements de la région avec une baisse de 7,2 % soit 350 emplois supprimés. Les effectifs se contractent sensiblement à partir du quatrième trimestre 2008.

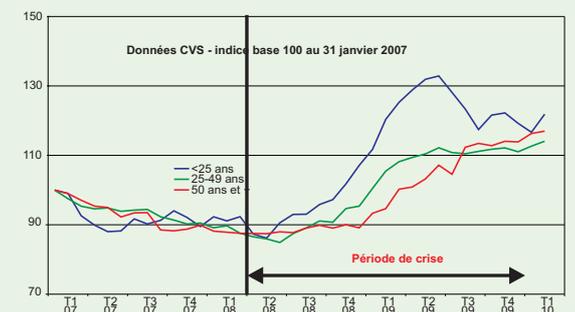
Dans le commerce, l'emploi recule à partir de 2009. En revanche, les effectifs des services marchands restent stables, la baisse du deuxième trimestre 2009 étant compensée ensuite.

Évolution de l'emploi salarié dans la Nièvre



Source : Insee - Estimations d'emploi.

Demandes d'emploi (DEFM) de catégorie A par âge dans la Nièvre



Source : Pôle Emploi - DIRECCTE Bourgogne.

Saône-et-Loire : l'emploi résiste mieux

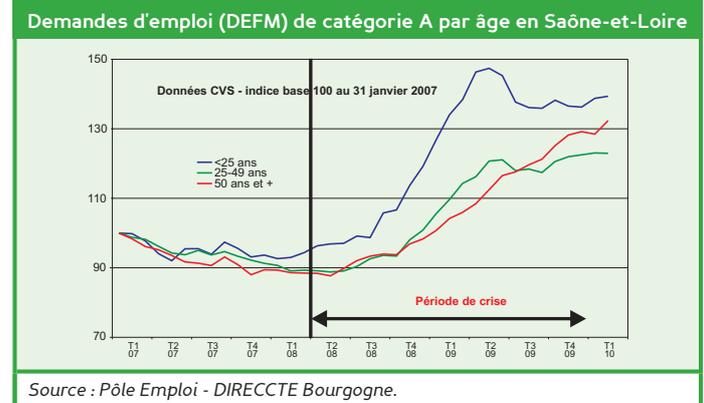
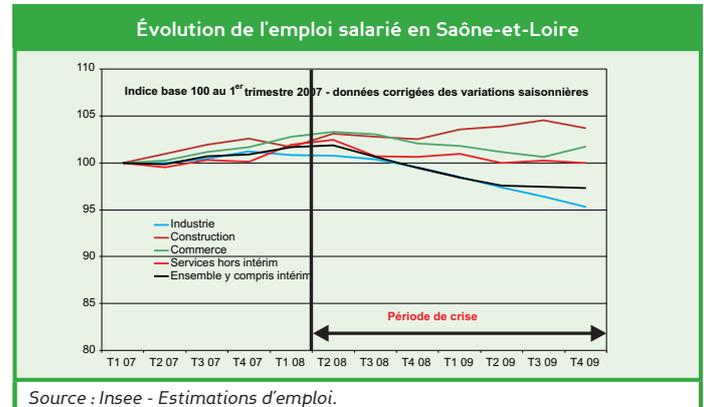
En Saône-et-Loire, l'emploi salarié du secteur privé baisse de 4,3 % durant la période de crise, soit 5 700 emplois de moins. C'est la baisse relative la moins forte de la région. Les effectifs se contractent entre le troisième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009, puis redeviennent stables.

La chute de l'emploi intérimaire est effective dès le deuxième trimestre 2008 et s'accélère ensuite. Puis, à la faveur d'une meilleure conjoncture, le travail temporaire se réoriente à la hausse mi-2009. Fin 2009, le travail intérimaire compte 2 500 emplois de moins qu'au début de la période de crise.

Les effectifs de l'industrie, diminuent de 5,5 % ; c'est la baisse la moins forte de la région du fait de l'orientation de son activité vers la chaudronnerie nucléaire, mais cela représente toutefois 2 300 emplois de moins. Les suppressions d'emplois sont plus marquées en 2009 qu'en 2008 et se concentrent sur la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines (- 350 emplois) et celle d'autres produits industriels (- 2 200), alors que les autres industries augmentent très légèrement leurs effectifs.

Avec 850 emplois supprimés, la Saône-et-Loire est, avec l'Yonne, le département bourguignon qui perd le plus d'emplois dans les services marchands. Parmi ceux-ci, 500 relèvent des transports et 350 des « autres activités de services », pour l'essentiel des services aux particuliers.

En revanche, le département ne perd que 250 emplois dans le commerce, grâce à une reprise de ce secteur fin 2009. La Saône-et-Loire se distingue aussi du reste de la région par ses recrutements dans la construction (+ 250 sur l'ensemble de la période d'étude), notamment entre le premier et le troisième trimestre 2009.



Yonne : baisse de l'emploi dans tous les secteurs

Dans l'Yonne, le repli de l'emploi salarié privé est le plus fort des quatre départements bourguignons avec une baisse de 7,4 %, ce qui représente 5 700 emplois perdus. Dès le deuxième trimestre 2008, les effectifs se réduisent de 2,1 % et cette diminution perdure jusque fin 2009, avec encore une baisse de 0,6 % au quatrième trimestre 2009 alors que l'emploi se stabilise dans les autres départements.

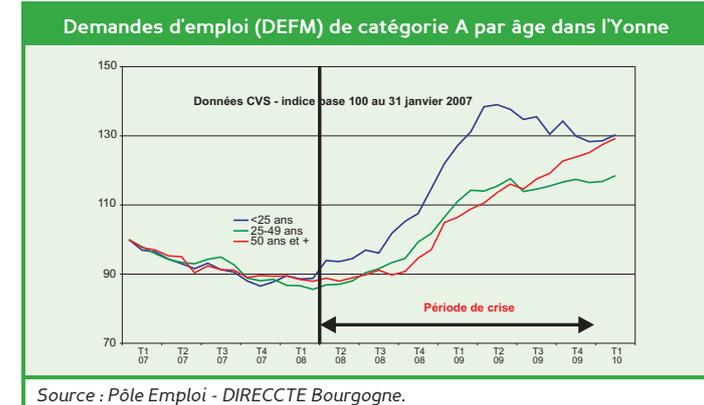
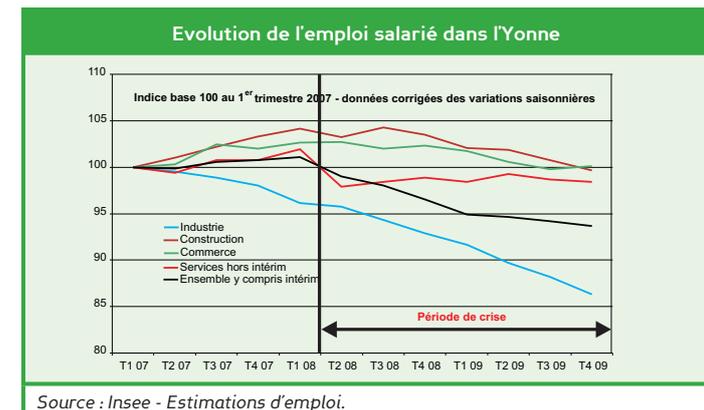
L'emploi intérimaire chute brutalement du deuxième trimestre 2008 au premier trimestre 2009 (- 54 %), puis repart vivement du deuxième trimestre au quatrième trimestre 2009 (+ 34 %). Au total, fin 2009, l'intérim compte 1 700 emplois de moins qu'au début de la crise.

La baisse de l'emploi industriel dépasse les 10 % soit 2 300 emplois en moins. Les suppressions d'emplois s'accroissent au fil de la crise et la quasi-totalité des industries est affectée, notamment la fabrication d'autres produits industriels (- 1 500), l'agroalimentaire (- 350) et la fabrication de matériel de transport (- 200).

Par ailleurs, la construction perd 300 emplois, soit une baisse de 4,3 %. La diminution des effectifs s'observe tout au long de l'année 2009.

Le commerce icaunais perd aussi des emplois (- 450), malgré une stabilisation fin 2009.

Dans les services marchands, les effectifs diminuent de 3,4 % (- 800 emplois). C'est la plus forte baisse des quatre départements de la région. Le secteur des « autres services » (services essentiellement adressés aux particuliers) perd 800 emplois.



Des ajustements de l'emploi différés dans le temps selon le département

Évolutions trimestrielles des effectifs salariés (données corrigées des variations saisonnières) (%)	2 ^e trimestre 2008	3 ^e trimestre 2008	4 ^e trimestre 2008	1 ^{er} trimestre 2009	2 ^e trimestre 2009	3 ^e trimestre 2009	4 ^e trimestre 2009
Côte-d'Or	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,8	- 1,0	+ 0,2
Nièvre	- 0,4	- 1,2	- 1,4	- 2,4	- 1,1	- 0,1	- 0,1
Saône-et-Loire	+ 0,2	- 1,2	- 1,2	- 1,0	- 0,8	- 0,2	- 0,1
Yonne	- 2,1	- 1,0	- 1,5	- 1,7	- 0,3	- 0,4	- 0,6

Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands
 Source : Insee - Estimations d'emploi.

* Evolution des effectifs au trimestre n par rapport au trimestre n-1.

Partout, des baisses marquées dans l'intérim et l'industrie

Évolutions des effectifs salariés durant la crise (corrigees des variations saisonnières)	Côte-d'Or		Nièvre		Saône-et-Loire		Yonne	
	Variation d'effectifs entre le 1 ^{er} trimestre 2008 et le 4 ^e trimestre 2009							
	absolue	relative (%)	absolue	relative (%)	absolue	relative (%)	absolue	relative (%)
Industrie	- 2 480	- 7,5	- 1 590	- 12,6	- 2 340	- 5,5	- 2 320	- 10,2
<i>dont : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac</i>	- 180	- 3,8	- 20	- 1,7	+ 40	+ 0,7	- 360	- 9,1
<i>Énergie, raffinage, industries extractives, eau, gestion des déchets et dépollution</i>	+ 90	+ 2,8	+ 10	+ 0,8	+ 110	+ 3,9	- 30	- 2,3
<i>Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines</i>	- 480	- 8,1	- 450	- 24,0	- 330	- 5,0	- 230	- 6,1
<i>Fabrication de matériels de transport</i>	- 270	- 13,3	- 120	- 10,9	+ 30	+ 1,1	- 180	- 18,5
<i>Fabrication d'autres produits industriels</i>	- 1 640	- 9,4	- 1 010	- 13,7	- 2 190	- 8,9	- 1 520	- 12,1
Construction	- 190	- 1,4	- 340	- 7,2	+ 240	+ 2,0	- 320	- 4,3
Commerce	- 1 220	- 4,6	- 240	- 2,7	- 250	- 1,0	- 430	- 2,5
Services hors intérim	- 240	- 0,4	+ 70	+ 0,4	- 840	- 1,9	- 840	- 3,4
<i>dont : Transports et entreposage</i>	- 40	- 0,3	- 60	- 1,4	- 510	- 4,8	0	+ 0,0
<i>Hébergement et restauration</i>	- 240	- 3,1	0	+ 0,1	+ 10	+ 0,1	- 30	- 0,7
<i>Information et communication</i>	- 140	- 4,1	- 10	- 2,4	+ 10	+ 0,7	- 70	- 9,7
<i>Activités financières et d'assurance</i>	+ 40	+ 0,6	- 70	- 4,1	- 130	- 3,5	- 90	- 3,9
<i>Activités immobilières</i>	- 140	- 8,6	- 80	- 14,3	- 120	- 9,0	- 130	- 12,6
<i>Activités scientifiques et techniques; services administratifs et de soutien*</i>	+ 160	+ 1,1	+ 170	+ 6,0	+ 240	+ 2,2	+ 240	+ 4,6
<i>Autres activités de services**</i>	+ 120	+ 1,1	+ 120	+ 2,8	- 340	- 3,3	- 760	- 12,4
Intérim	- 2 220	- 35,0	- 860	- 39,2	- 2 510	- 36,7	- 1 760	- 37,9
Ensemble	- 6 350	- 4,6	- 2 960	- 6,6	- 5 700	- 4,3	- 5 670	- 7,4

Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands.
 Source : Insee - Estimations d'emploi.

* Principalement des services aux entreprises.

** Principalement des services aux particuliers.

Taux de chômage localisé plus élevé dans l'Yonne

	Taux de chômage (%)		Variation du taux de chômage sur la période (en points)
	1 ^{er} trim. 2008	4 ^e trim. 2009	
Côte-d'Or	5,8	7,9	+ 2,1
Nièvre	6,7	9,3	+ 2,6
Saône-et-Loire	6,4	9,1	+ 2,7
Yonne	6,5	9,5	+ 3,0
Bourgogne	6,3	8,8	+ 2,5
France métropolitaine	7,2	9,6	+ 2,4

Source : Insee - Taux de chômage localisés.

Sources

Les estimations d'emploi annuelles localisées désignent une synthèse de données issues de plusieurs sources, permettant une couverture exhaustive de l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes physiques (et non en nombre de postes de travail), et une ventilation à un niveau sectoriel et géographique assez fin (dispositif Estel).

Les estimations trimestrielles localisées portent sur l'emploi salarié des secteurs marchands et se basent sur une exploitation des données des Urssaf. Il s'agit de la partie de l'emploi la plus sensible aux variations conjoncturelles (dispositif Epure 2).